

Budapest, 2004 : dans la nuit du 19 au 20 février, un jeune lieutenant azéri, après avoir forcé sa porte, abat sauvagement à coups de hache un homologue arménien durant son sommeil. Les deux lieutenants participaient à un cycle de formation linguistique monté sous l'égide de l'Otan sous le nom de « Partenariat pour la paix » (!).

Arrêté, le criminel – Ramil Safarov, alors âgé de 29 ans – est condamné en 2006 par un tribunal hongrois à la prison à perpétuité, compte tenu de l'horreur de ce crime prémédité. Alors sollicité par les autorités de Bakou, le gouvernement hongrois de l'époque (coalition socio-libérale) refusa d'extrader le condamné en Azerbaïdjan.



Viktor Orban a vendu son honneur et celui de son pays avec, selon plusieurs milliers de manifestants qui ont réclamé la démission du 1er ministre, devant le parlement à Budapest mardi soir. La manifestation de soutien à l'Arménie et contre la décision du gouvernement hongrois d'extrader un meurtrier vers l'Azerbaïdjan a été organisée par le collectif Milla. (Crédit photo : HU-lala)

31 août 2012: le gouvernement hongrois accède à la requête de Bakou et remet le prisonnier aux autorités azéris. Aussitôt retourné au pays, Ramil Safarov est accueilli en héros par une foule en liesse. Gracié par le président de la République, il se voit remettre pour son geste valeureux (le crime) une récompense et offrir un logement, avec une promotion à la clé. Alors qu'il aurait dû continuer à y purger sa peine. Réaction immédiate du côté arménien: suspension des relations diplomatiques avec la Hongrie, discours véhément de protestation du Président devant les représentants du corps diplomatique et manifestations où le drapeau hongrois se voit piétiné et brûlé. Mais plus grave: l'armée est décrétée en état d'alerte et le gouvernement menace de reprendre le conflit armé avec l'Azerbaïdjan, si besoin est. Un cessez-le-feu avait été signé en 1994 au sujet du Nagorny-Karabakh.

Réaction hongroise (en substance) : « *Ce n'est pas correct, nous avons été dupés, ce n'est pas ce qui nous avait été promis* » (remise à l'ambassadeur d'une note de protestation). Puis, quatre jours après: « *L'affaire, qui ne mérite pas tant de bruit, est close, n'en parlons plus* » (Viktor Orbán, Premier ministre).

Sauf que....

De duperie de la part de Bakou, on ne saurait véritablement parler. Effectivement, une lettre avait bien été officiellement adressée mi-août par le vice-ministre azéri de la Justice au Ministère hongrois de la Justice. Première remarque: un « vice-ministre » écrit au « ministère » et non le Ministre à son homologue en nom propre. Voilà qui est peu sérieux. Seconde remarque: le contenu de la lettre (assez brève) ne stipule aucun véritable engagement ni aucune garantie stricto sensu quant à la peine de Safarov une fois extradé. Il se borne à „informer” la partie hongroise sur les dispositions du Code pénal azéri (1). Un Code pénal qui prévoit au demeurant la possibilité de grâce par le Président de la République, Ilham Aliev.

On peut douter que le Premier ministre hongrois – dont on peut tout dire, sauf qu'il est naïf – ait cru un seul instant à l'emprisonnement de Safarov. Qui plus est, même si l'idée (impensable) eût frôlé l'esprit d'Ilham Aliev, celui-ci serait allé au casse-pipe en ne libérant pas le détenu, tant est échauffée sa population pour qui Safarov est un héros national, à en croire les images de son retour en Azerbaïdjan.

La vérité est plus simple

Résolu à tourner le dos à Bruxelles et, à terme, au FMI, Viktor Orbán a entrepris, depuis de longs mois déjà, de réorienter sa diplomatie vers l'Est. Un « Est » qui signifie « Asie centrale » et Chine (une Chine dont il n'a d'ailleurs encore rien obtenu malgré de belles promesses...). Il ne s'en cache d'ailleurs pas – voire s'en félicite ouvertement – et c'est avec une grande publicité qu'il a récemment rendu visite aux chefs d'Etat du Kazakhstan et d'Azerbaïdjan.

Au-delà de toute motivation stratégique ou « sentimentale » (« les parents de nos ancêtres » d'Asie centrale), Viktor Orbán y voit surtout, en ce qui concerne Bakou tout au moins, des intérêts économiques (le pétrole) et une source de financement. Car le Trésor hongrois est vide et l'Etat a un besoin urgent de sous. Or, les Azéris ont laissé entendre qu'ils pourraient acheter des obligations hongroises à hauteur de deux à trois milliards d'euros. Ce n'est pas un secret.

Les officiels hongrois ont beau s'indigner, démentir, protester, personne – sauf peut-être parmi certains de leurs électeurs – n'est dupe. Accepter après cela les fonds de Bakou ? Ce serait alors reconnaître indirectement l'aspect crapuleux du geste. Voici le gouvernement tombé dans un piège dont il va avoir du mal à se sortir.

(1): confirmé par un entretien du 3 septembre avec András Bárony, ancien secrétaire d'Etat et ancien ambassadeur dans la région (Klub rádió, *Reggeli gyors*)